

À la Bourse, après la spéculation, la crise est encore de la spéculation

Bertrand Larsabal

Le Sarkophage, « On change tout ! », Hors-série n° 4, avril 2012¹

Peut-on se passer de quelque chose qui ne sert à rien ? En voilà une question ! Y aurait-il quelque objet ou institution qui éveillerait les soupçons et mériterait d'être supprimé par une action déterminée ? La vertu optimisatrice du marché ne suffit-elle pas à éliminer les canards boiteux de l'économie, à exclure les inemployables, à enrichir les riches pour qu'ils emploient les pauvres qui sont employables, à drainer les capitaux vers les segments productifs les plus rentables, grâce à la hauteur de la Bourse qui dispose d'une longue-vue sur l'avenir lointain ?

La Bourse, justement, parlons-en ! Qu'est-ce que c'est ? À quoi sert-elle ? Comment marche-t-elle ? Est-elle malade pour que la radio nous en donne des nouvelles angoissées tous les quarts d'heure ?

Un marché ?

La Bourse est l'exemple du marché parfait, nous dit-on, où l'on peut admirer la perfection de la loi de l'offre et de la demande. Faux. La Bourse fonctionne à l'envers de cette loi. Si le prix des actions monte, tous les spéculateurs vont en vouloir, s'il baisse, ils vont au contraire s'en débarrasser. Il n'y a donc pas de mécanisme stabilisateur inhérent à la finance : ce pseudo-marché est immanquablement porteur d'instabilité et de séismes : bulles et krachs.

La Bourse finance l'économie, enchaîne aussitôt un économiste chien de garde. Faux. La Bourse est quasi-exclusivement un lieu d'échanges de titres financiers déjà émis et qui circulent : un marché de l'occasion. Pire, le solde d'apport d'argent frais et de retraits est négatif : la Bourse permet de verser plus d'argent aux friqués qu'ils n'en apportent. Pas seulement parce qu'il y a des dividendes qui leur sont versés et des plus-values qu'ils encaissent, mais aussi parce que la pratique de racheter leurs propres actions s'est répandue parmi les grandes entreprises pour faire monter le cours en Bourse. Mais plus les cours des actions s'élèvent, plus le taux de rendement des fonds propres diminue, et plus les actionnaires réclament un endettement supérieur pour racheter les actions de telle sorte que s'accroisse l'écart entre le taux de rendement économique et le taux d'intérêt (effet de levier). D'où l'engrenage de la bulle et de l'endettement encouragé par les banques.

La caverne d'Ali Baba ?

Oui, mais, balbutie le chien de garde pris en flagrant délit de jappement idéologique, tout le monde peut gagner à la Bourse. Faux. À un instant t , c'est un jeu à somme nulle, parce que les paris des acheteurs et des vendeurs sont inverses. Ainsi apparaît la véritable fonction de la Bourse : non pas apporter à la production l'argent généreusement offert par des capitalistes, mais assurer à ceux-ci la liquidité totale et immédiate s'ils le souhaitent de leur patrimoine. Or, par définition, la liquidité ne peut être vraie pour tout le monde en même temps (merci Keynes). Si on observe une montée durable des cours boursiers et qui donne la possibilité à un maximum de capitalistes de s'enrichir par le jeu de la spéculation quotidienne, c'est que, pendant le même temps, ils réussissent à exploiter davantage la force de travail dans

¹ *Le Sarkophage* a changé le titre de cet article et a publié : « Fermer la Bourse ! », ce qui dénature quelque peu la portée de l'article.

les entreprises (intensification du travail, baisse des salaires relativement à la productivité du travail, précarisation en profitant du chômage...) : ils tirent des plus-values boursières parce qu'ils tirent du travail davantage de plus-value réelle (merci Marx).

Oui, oui, s'exclame l'éditorialiste matinal croyant reprendre barre sur les contestataires, cela prouve qu'il ne faut pas taxer les transactions financières ! Faux. Il y a chaque année entre un million deux cent mille milliards et un million huit cent mille milliards de dollars de transactions financières, dont au moins les trois quarts portent sur des produits dérivés échangés sur des marchés de gré à gré sans contrôle. Le but de la taxation des transactions financières n'est pas de glaner des recettes pérennes assises sur de la richesse fictive, mais de briser la spéculation.

Le chien de garde, sur le point de regagner sa niche fiscale, jette un cri d'effroi en voyant soudainement s'effondrer les valeurs boursières : « 25 000 milliards de dollars évanouis entre le 1^{er} janvier et le 24 octobre 2008 à la Bourse de Paris »². Faux. Rien « ne part en fumée », sinon la bulle précédente, car la capitalisation boursière n'est que du capital fictif (re-merci Marx). S'il y a disparition de richesse, c'est ensuite, lorsque les capitalistes, voyant qu'ils ne peuvent plus s'enrichir à toute vitesse, décident de ralentir les investissements productifs, de couler les entreprises insuffisamment rentables, de licencier, bref de laisser s'installer la récession pour « dégraisser ».

La Bourse contre le travail

C'est alors qu'un économiste bien-pensant risque une ultime plaidoirie. Tous les fonds de pension ruinés vont entraîner les retraités dans la déchéance, n'est-ce pas la preuve des bienfaits de la Bourse quand elle va bien ? Faux. Les fonds de pension étant stériles, ils ne font que capter de la richesse pour la rediriger vers des épargnants riches ou aisés. S'ils font faillite, tant mieux, on pourra redonner de la légitimité aux retraites collectives.

Ne voilà-t-il pas qu'une voix s'élève pour porter secours à la bien-pensance dépourvue de toute colonne vertébrale théorique, et renouer avec des valeurs de solidarité en proposant de redistribuer toutes les richesses qui semblent circuler : « Le revenu universel est une mensualité égale pour tous, versée de la naissance à la mort, due à chacun en tant qu'*héritier légitime de la richesse accumulée par les générations antérieures*, qu'il contribue à enrichir par ses activités tout au long de sa vie. »³ Très bonne intention car chacun a droit à un revenu, mais justification complètement fautive car les revenus monétaires sont un flux provenant du travail collectif courant et non un prélèvement sur un stock de richesse, a fortiori sur une richesse provenant d'une capitalisation boursière fictive, si quelqu'un en avait l'idée. Mais non, je plaisante, personne ne pourrait avoir cette idée saugrenue⁴. Tandis que progresse celle d'un couple revenu minimum et revenu maximum décents.

La bien-pensance est comme l'hydre de Lerne, on coupe une tête, il en repousse deux. Les deux sont à l'unisson pour entonner un hymne à la Bourse et vilipender ce retour de la théorie de la valeur-travail. Voilà le grand saut : la gauche ayant déserté la question du travail, la droite s'en est emparée en gouvernant par anti-phrase, c'est-à-dire en appelant réhabilitation du travail l'avantage donné au capital, en refusant de réduire le temps de travail de tous mais en organisant le chômage partiel d'un bon nombre, et promettant de travailler plus pour faire gagner plus les rentiers dont la Bourse est le miroir déformant de leur avidité.

² Dixit la une du journal *Le Monde* du 26 et 27 octobre 2008.

³ Mouvement Utopia, *Manifeste d'Utopia*, Paris, Éd. Utopia, 2012, p. 145, souligné par moi.

⁴ Hélas, si ! Comme le travail ne produit plus la valeur (sic) qui « se forme principalement dans la circulation », il faut remplacer l'impôt progressif sur le revenu qui « appartient à un autre âge » par un prélèvement sur les transactions financières, écrit Yann Moulier Boutang dans *L'abeille et l'économiste* (Carnets Nord, 2010, p. 183 à 222).

La Bourse ou la vie

La spéculation est le syndrome du capitalisme. Elle annonce les temps de crise lorsque la suraccumulation du capital frôle la démesure et qu'elle s'écrase contre le mur des ressources naturelles. Elle a ses pythies qui délivrent des oracles entre deux publicités radiophoniques pour les banques près de chez vous. Elle a ses sacrifiés sur l'autel du profit, les chômeurs. Elle a son temple, la Bourse, dans lequel, fébrilement, s'organise une dernière orgie : préparer le moment où, la crise étant à son paroxysme, il faudra déclencher le paiement des contrats d'assurance (*credit default swaps*) contre la crise, dont il faut hâter la venue pour toucher le pactole de ces contrats. Après la spéculation, la crise est encore de la spéculation.

La Bourse n'est pas tant malade que faite pour des malades qui pensent atteindre l'éternité par le truchement de leur capital. Aidons ces pauvres malheureux en les sevrant de leur drogue. Mais voyons l'enjeu : en fermant la Bourse, on s'attaquerait à la propriété puisque les détenteurs de titres ne pourraient plus les négocier. Donc on remettrait en cause le capitalisme. Pour protéger la vie.